

ACCUSONS LE CAPITALISME



Union des Révolutionnaires-Communistes de France

CONSTRUCTION DU PARTI

**POUR LA RETRAITE
À 60 ANS À TAUX PLEIN !**

**Travailleurs
du privé et du public,
jeunesse, retraités,**

**OUI, TOUS ENSEMBLE,
NOUS POUVONS ET NOUS DEVONS
BATTRE LE GOUVERNEMENT !**

La répression et le mépris, réponses du gouvernement à la force du mouvement

Le gouvernement, n'en déplaie au prétendu calme affiché, est aux abois.

Pour preuve, son mépris face aux millions de travailleurs, étudiants et lycéens, opposés au projet de loi Woerth reculant l'âge de la retraite à 62/67 ans. Ainsi les jeunes sont-ils traités comme quantité négligeable, ils seraient « manipulés », incapables dès 15/16 ans de comprendre les enjeux de cette contre-réforme (car aggravant la situation antérieure).

Pourtant, c'est ce même gouvernement qui a baissé la « majorité judiciaire » à 13 ans ! En fait, le pouvoir Sarkozy a peur de la jeunesse. Cette génération, que les médias capitalistes présentaient comme « égoïste, futile », montre, dans la lutte, l'ampleur de son engagement citoyen, sa combativité, son esprit de solidarité.

L'autre recours gouvernemental, c'est la répression policière, tout d'abord contre les jeunes. Un tir de flash-ball a grièvement blessé un lycéen. L'exigence d'une Commission d'enquête doit grandir sur les donneurs d'ordre et sur l'auteur de cet acte criminel. Les « casseurs » réels

(ou fabriqués par la police elle-même) sont le prétexte pour déchaîner les matraques contre les jeunes manifestants. À Lyon, la violence et le siège policiers de la Place Bellecour durant 6 heures, contre des manifestants lycéens, avec des dizaines d'arrestations « au faciès », relèvent clairement du terrorisme d'Etat.

La répression anti-ouvrière est la tentation du pouvoir. Elle a commencé avec la réquisition du dépôt de la raffinerie de Grandpuits (77), suivie de brutalités policières. Cette décision constitue une violation du droit de grève, comme le montre la déclaration du Tri-

bunal d'instance qui l'a jugée « illégale ».

Enfin, le gouvernement a eu recours aux forceps parlementaires (« Procédure de vote unique ») pour la ratification du projet de loi Woerth par le Sénat !

Rappelons-nous qu'en 2005, l'écrasante majorité des deux chambres (UMP-PS-Centristes) était favorable à la ratification du Traité constitutionnel européen. La majorité populaire s'est regroupée autour du NON victorieux. Un des slogans qui grandit dans le mouvement proclame : « *Ce que le Parlement fait, la rue peut le défaire !* ». Rappelons-nous le CPE abrogé, alors qu'il était devenu loi.

Mobilisation générale et continue

Depuis juin, la mobilisation reste exceptionnelle. Les patrons et le pouvoir dénoncent les blocages et les grèves re-conductibles. C'est en effet la France qui se lève tôt qui produit l'ensemble des richesses, pas la France du Fouquet's. Pourtant, la politique gouvernementale n'a cessé de transférer les revenus du travail dans les poches des capitalis-

tes. **Tout pour les nantis, rien pour le travail, tel est le crédo de la politique de Sarkozy.**

Cela engendre une formidable colère et il faut être derrière les murs épais de l'Assemblée et du Sénat pour ne pas l'entendre.

C'est la colère de la jeunesse, exclue de l'emploi après les études, condamnée à vivre plus mal que les générations précédentes. C'est la colère du monde du travail qui en a marre des bas salaires, de la TVA, des loyers élevés, des licenciements et du chômage. Supprimer la retraite à 60 ans, c'est prolonger les cadences infernales, le stress, le mal vivre au boulot. Voilà les sources du mécontentement, d'autant que les profits et cadeaux faits au Capital (500 milliards en 2009) montrent que l'argent existe pour satisfaire les revendications.

Nous avons mille fois raison de continuer la lutte !

L'URCF salue ceux qui se situent à l'avant-garde du mouvement : travailleurs des raffineries, éboueurs, cheminots et agents des transports publics. Nous devons amplifier la solidarité de classe et financière en créant des fonds

de solidarité-lutte et en entrant le plus massivement possible dans la grève re-conductible.

Un impératif grandit : plus un pas en arrière, on ne peut céder ; sinon demain, les capitalistes et leur gouvernement s'attaqueront à la Sécurité sociale et aux congés payés. Woerth montre le bout du nez, quand il déclare qu'en 2013 tout sera remis à plat pour l'avenir des retraites. En clair, c'est un nouvel allongement et la capitalisation (type fonds de pension) qui sont d'ores et déjà programmés.

Pour battre la politique du Capital, il faut maintenir et amplifier la mobilisation permanente, élargir les grèves, réussir les journées nationales d'actions et de manifestations.

OUI ! Nous pouvons et nous devons battre le gouvernement et le ME-DEF pour sauver la retraite à 60 ans à taux plein !

Déclaration de l'URCF, le 23 octobre 2010



Qu'est-ce que l'URCF ?

L'Union des révolutionnaires-communistes de France » est une union à l'échelle de tout le pays, de militants communistes engagés autour de l'objectif de construction d'un nouveau et authentique P.C. continuateur du PCF (révolutionnaire) mais critiques et en rupture avec son héritage négatif, réformiste et révisionniste.

Organisation marxiste-léniniste, l'URCF mène un combat quotidien contre le capitalisme, pour la défense des revendications sociales, pour les droits et libertés démocratiques.

L'URCF défend la solidarité internationaliste, s'inscrit dans le combat pour la renaissance du mouvement communiste international, la solidarité avec les peuples en lutte de la Palestine à Cuba socialiste, la lutte contre les fauteurs de guerre impérialistes.

L'URCF agit pour que la France se retire des instances impérialistes : OTAN, Union européenne, se prononce pour l'autodétermination des peuples néo-colonisés.

Les 200 thèses pour une identité communiste sont le fondement même de sa ligne politique. le programme de l'URCF est publié sous le thème, Le socialisme: seule alternative au capitalisme! Avec la campagne " Accusons le capitalisme " dont elle est l'initiatrice, l'URCF cible la propriété privée des moyens de production et la dictature du capital, obstacles à l'émancipation des travailleurs.

Pour l'URCF, il faut une seule organisation Communiste en France. C'est pourquoi nous travaillons à l'unification du mouvement communiste. Ensemble, construisons le Parti dont les travailleurs ont besoin pour préparer une nouvelle révolution française anticapitaliste et socialiste !



LISEZ *INTERVENTION COMMUNISTE*

Le journal de tous les travailleurs

BULLETIN D'ABONNEMENT

1 an : 19 €, Etudiants : 9 €, Privés d'emploi : 9 €, Soutien : 30 €

Nom: _____ Prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____

Ville: _____

Chèque à l'ordre des " AMIS D'OULIANOV " B.P.40084
75862 PARIS cedex 18

Notre site www.URCF.net

Ne pas jeter sur la voie publique. Imprimé par nos soins.